



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Biepe - CA

**Arrêté préfectoral mettant en demeure
l'E.A.R.L. LAUWERIE
pour son établissement situé à MERRIS.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment son article L.514-1 ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 février 2005 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2012 d'autorisation d'exploiter un élevage de 46200 animaux équivalents volailles et de 856 animaux équivalents porcins, par l'EARL LAUWERIE, 267 rue Neuve 59270 MERRIS ;

Vu le dossier de modification de la construction du bâtiment volailles suite à un sinistre incendie en août 2012 déposé en préfecture le 2 novembre 2012 par l'EARL LAUWERIE ;

Vu le rapport en date du 21 janvier 2013 de la directrice départementale de la protection des populations, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement duquel il ressort que le sinistre incendie visé ci-dessus n'a pas été déclaré conformément à l'article 13 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire de connaître les conditions d'apparition de l'incendie, les moyens de lutte utilisés et les mesures qui seront prises par l'exploitant pour éviter un nouvel accident ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – L'EARL LAUWERIE, dont le siège social est situé 267 rue Neuve 59270 MERRIS est mise en demeure de déclarer l'accident intervenu sur son installation sise à la même adresse, conformément aux dispositions de l'article 13 de l'arrêté préfectoral du 21 février 2012 susvisé dans un délai de **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers dans un délai d'un an à compter de son affichage.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le sous-préfet de DUNKERQUE sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de MERRIS ,
- directrice départementale de la protection des populations, chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;


En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de MERRIS et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le

15 FEV 2013

Le préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint



Eric AZOULAY

